

## TRIBUNE

### Agriculture biologique : appel à l'aide... au maintien !



Quel secteur économique peut se targuer d'une croissance continue ces dix dernières années, d'un véritable engouement des consommateurs et d'un soutien constant des citoyens ? Sous l'effet des crises systémiques frappant le milieu agricole, l'agriculture biologique connaît un succès qui ne se dément pas. Chaque jour, ce sont 21 fermes qui se sont converties à la bio en 2016. Entre 2001 et 2016, le nombre de fermes produisant une alimentation biologique a triplé, passant de 10 364 à 32 264 ! Et les dernières crises agricoles ont encore amplifié ce mouvement de fond. Les surfaces en bio ont cru de 16 % en 2016 en France.

#### Une pratique qui a du bon



Loin de la dépression qui frappe l'agriculture, la bio a donc le vent en poupe. Et c'est heureux car chaque nouvelle étude vient démontrer et confirmer tout l'intérêt de cette pratique agricole. Pour le bien-être des paysans eux-mêmes et de la rentabilité de leur ferme, pour la santé des consommateurs ensuite ; et surtout pour l'eau, l'air, les sols ainsi que la faune et la flore qui ne sont plus perçues comme des « nuisibles » et autres « mauvaises herbes » à éradiquer mais comme des partenaires sur lesquels construire une nouvelle relation au vivant. Plus résiliente, intensive en emplois locaux et non délocalisables, plus rentable économiquement, capable de réduire l'impact agricole sur le climat, la bio est une solution d'avenir qui fait déjà ses preuves. Échaudés par les crises sanitaires à répétition, les consommateurs se tournent toujours plus nombreux vers des produits biologiques, locaux et de saison. Neuf français sur 10 ont consommé des produits bios en 2016 et 15 % en consomment régulièrement.

#### L'incompréhensible retour en arrière de l'Etat

Au lendemain de l'ouverture d'États généraux de l'alimentation censés répondre aux attentes citoyennes, le ministre de l'agriculture Stéphane Travert semble avoir cédé aux exigences de certains lobbies œuvrant pour que rien ne change. En effet, la France doit notifier avant fin juillet à la

Commission européenne le niveau de financement qu'elle compte prélever dans le « premier pilier » (aides directes à l'agriculture sans souci du mode de production) pour financer le « deuxième pilier » (aides ciblées sur des pratiques plus respectueuses de l'environnement). Or, l'annonce faite jeudi après-midi par le ministre ne prévoit qu'un transfert minimum dont l'essentiel est de fait déjà consommé, et sans aucun fléchage spécifique prévu pour financer le développement de l'agriculture biologique dans les trois prochaines années. En l'état, les nouvelles conversions d'agriculteurs vers la bio risquent de tout simplement être stoppées nettes car les enveloppes sont épuisées, et certains agriculteurs déjà engagés en bio pourraient devoir mettre la clé sous la porte ou repartir en « conventionnel ». Il serait ahurissant que la dynamique de transition vers l'agriculture biologique soit bloquée par une irresponsabilité budgétaire et par un manque de courage politique.

Alors que la bio représente désormais 5,7 % de la surface agricole utile et 7,3 % des fermes françaises avec une forte progression ces deux dernières années, seules 2 % des aides agricoles européennes affectées à la France sont versées aux paysans bio, soit 160 millions d'euros sur 7,44 milliards. Il semble donc que ce sous-financement chronique de la conversion et du maintien des agriculteurs en bio soit encore trop pour les tenants du statu quo !

### Le bio doit être soutenu

Nous ne pouvons comprendre que parallèlement au lancement d'États généraux de l'alimentation, le ministre de l'agriculture envoie un tel signal. Ce serait un faux-départ et une vraie faute politique. Nous demandons instamment au ministre de l'Agriculture de s'engager à porter immédiatement de 3 % la part des aides agricoles européennes versées à la France consacrée aux aides biologiques (conversion et maintien), sans préjuger des montants supplémentaires nécessaires pour les autres mesures environnementales et territoriales.



La bio doit être soutenue à hauteur de ce qu'elle représente. Il est anormal que le mode de production le plus vertueux soit le moins aidé. Les acteurs de la bio sont engagés dans une transition agricole et alimentaire, sans bruit mais avec la ténacité de celles et ceux qui ont l'intime conviction de répondre à une demande dont l'heure est venue. Depuis des décennies les ministres de l'agriculture se sont enfermés dans une cogestion qui les aveugle. Le ministre d'une partie du monde agricole doit devenir celui de la transition agricole et alimentaire. Nous œuvrerons collectivement en ce sens avec ténacité et responsabilité.

#### Organisations signataires

Stéphanie Pageot, agricultrice, présidente de la FNAB

Jacques Caplat, agronome, administrateur d'Agir Pour l'Environnement

Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace

Julie Stoll, déléguée générale de la Plate-Forme pour le Commerce Equitable

Jean-Claude Bevilard, pilote du réseau Agriculture de France Nature Environnement

Claire Nouvian, présidente de Bloom

Gilles Bas, secrétaire fédéral de Nature&Progrès

Hervé Bedouet, président de la FADEAR – réseau de l'agriculture paysanne

Morgane Creach, directrice du Réseau Action Climat France

Jérôme Dehondt, porte-parole du Miramap

Sophie Dupraz, directrice du programme Alimentation Responsable et Durable de RESOLIS.

Gilles Bas, secrétaire fédéral de Nature & Progrès

David Erhart, agronome, Fédération Artisans du Monde

Jacques Godard, co-président de SOL

Dominique Hays, président du Réseau Cocagne

Gilles Lanio, président de l'Union Nationale de l'Apiculture Française

Hervé Le Meur, OGM Dangers

Birthe Pedersen, présidente d'ActionAid France

Emilie Sarrazin-Biteye, présidente de Max Havelaar France

Frank Alétru, président du Syndicat National d'Apiculture

Anne-Françoise Taisne, déléguée-générale du CFSI

François Veillerette, directeur de Générations Futures

Dominique Techer, président de Bio Cohérence

Françoise Vernet, présidente de Terre & Humanisme